

ment de la *National Telecommunications and Information Administration*, intitulé "Les principes directeurs de la politique des États-Unis en matière d'information". "La politique des États-Unis a pour objet de favoriser la diversité en ce qui a trait aux sources et à la teneur de l'information, étant acquis que cette double diversité aura pour conséquence la multiplicité des idées."

Préoccupation  
à l'échelle  
mondiale

Cinquième réalité, enfin, de cet âge de l'information, la profondeur des préoccupations qu'il suscite parmi les nations de toutes tailles et de toutes philosophies, accompagnée de la nécessité de maintenir le dialogue face aux tentatives de polarisation de l'opinion vers un extrême ou un autre. Petits ou grands, tous les pays savent maintenant que l'information est la nouvelle richesse dont la croissance et les transferts sont soumis à des règles toutes nouvelles et dont l'exploitation donne le départ à une ruée vers l'or impitoyable.

De nombreux pays en développement tentent de rassembler leurs soucis et leurs aspirations sous le chapiteau d'un "nouvel ordre mondial de l'information et des communications", formule qui nous devient chaque jour plus familière. Le nouvel ordre serait intimement lié au "nouvel ordre économique international". Certains commentateurs occidentaux y ont vu une tentative des pays socialistes et des pays non industrialisés à régimes autoritaires de légitimer la maîtrise gouvernementale des messages véhiculés par les média. Cette réaction n'est pas sans fondement, mais la réalité est peut-être plus complexe que cela. Il y a de toute évidence des choses que les gouvernements ne doivent pas faire, comme empêcher la liberté de la presse. Il y a par contre d'autres choses que les gouvernements estiment devoir faire pour aider leurs citoyens à prospérer et à se sentir libres.

Comme nous le savons tous, l'UNESCO s'est employé à lancer et à diriger un mouvement en faveur d'un "nouvel ordre mondial de l'information et des communications". La Conférence générale de l'UNESCO qui vient de se tenir à Belgrade a exprimé l'opinion que le rapport de la Commission MacBride était "une contribution de grande valeur à l'étude des problèmes d'information et de communication". La Conférence a également donné le coup d'envoi à un programme international ambitieux pour le développement des communications. Les États-Unis et le Canada ont été élus parmi les 35 États membres du conseil intergouvernemental qui coordonnera les travaux afférents.

Bien que ni les gouvernements ni les secteurs privés des États-Unis et du Canada ne soient sans doute d'accord avec toutes les réflexions et recommandations du rapport MacBride, c'est un honneur pour les membres américains et canadiens du conseil que tant de conceptions occidentales aient pu être exprimées aussi clairement et fortement. Le délégué soviétique a dû refuser de souscrire à la recommandation prônant "l'abolition de la censure ou du contrôle arbitraire de l'information". De même la proposition préconisant la délivrance aux journalistes étrangers d'une carte d'identité qui les protégerait dans l'exercice de leurs fonctions a été rejetée, un certain nombre de membres soupçonnant secrètement que bien loin de faciliter les activités des journalistes, tout système d'enregistrement ne serve qu'à les maintenir en tutelle.

Bien que modestes, ces résultats indiquent que nos efforts pour la défense des prin-